



La proposition a été faite hier par Boris Johnson, Secrétaire d'État des Affaires étrangères et du Commonwealth. C'était lors d'un entretien avec le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, en marge du sommet du Commonwealth qui se tient depuis lundi à Londres.

« Il y a nécessité urgente de poursuivre le dialogue, la décentralisation et le respect des droits humains dans les régions anglophones comme l'a déjà commencé à faire le président Paul Biya. Le Royaume-Uni soutiendra la paix, la prospérité et la sécurité pour nos amis au Cameroun », peut-on lire sur la page Twitter de Boris Johnson.

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité Une promesse faite après celle des États-Unis dont l'ambassadeur au Cameroun Peter Henry Barlerin, à l'issue d'une entrevue mercredi à Yaoundé avec Lejeune Mbella Mbella, ministre camerounais des Affaires extérieures. "Nous sommes prêts à aider, si c'est cela est voulu par les deux parties", a indiqué Barlerin.

Et justement, il faut que les deux protagonistes le veuillent bien. En effet, les actes des séparatistes et certaines conditions ou restrictions de Yaoundé semblent de nature à envenimer l'atmosphère. Alors que les séparatistes multiplient les actes contre les positions de l'armée camerounaise (près de 20 agents de la force publique tués et), le gouvernement quant à lui fait

montre d'une sorte d'intransigeance.

« Nous pouvons toujours juguler la crise sans brûler, piller, violer, détruire. Le gouvernement est prêt à dialoguer avec ceux qui recherchent l'unité du Cameroun », déclaration en fin mars Atanga Ndjii, ministre de la Décentralisation et du Développement local. Lequel a récemment sommé les séparatistes de déposer les armes, auquel cas, « c'est la loi qui suivra son cours ».